Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 10, n°3 | Décembre 2019

Objets techniques et cycle hydrosocial/Foncier rural
en Méditerranée

Société du risque, environnement et potentialisation des menaces : un défi pour les sciences sociales

*Risk society, environment and potentialization of threats : a challenge for social
sciences*

Lionel Charles et Bernard Kalaora

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/15302>

DOI : 10.4000/developpementdurable.15302

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Lionel Charles et Bernard Kalaora, « Société du risque, environnement et potentialisation des menaces : un défi pour les sciences sociales », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 10, n°3 | Décembre 2019, mis en ligne le 20 décembre 2019, consulté le 14 avril 2020. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/15302> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.15302>

Ce document a été généré automatiquement le 14 avril 2020.

Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Société du risque, environnement et potentialisation des menaces : un défi pour les sciences sociales

Risk society, environment and potentialization of threats : a challenge for social sciences

Lionel Charles et Bernard Kalaora

- 1 La volatilité croissante des sociétés modernes, le caractère contradictoire des processus auxquels elles sont soumises au plan économique, social, politique, techno-industriel, scientifique, militaire, environnemental ou encore de genre, les tensions souvent importantes qui n'ont cessé de les traverser rendent difficile toute lecture compréhensive de leurs transformations. Cette situation témoigne de la dynamique fondamentalement aléatoire qui les anime, de ce que leur évolution ne relève d'aucune inscription préalable ou d'une logique établie à l'avance. Elle est plutôt le fait de convictions et de paris quant à leur capacité précisément à maintenir cette dynamique, à assurer leur devenir *a priori* nullement garanti, comme l'a rappelé une nouvelle fois la crise de 2008, et donc de la part centrale qu'y occupe le risque. Par de multiples traits cependant la France apparaît afficher une résistance, s'inscrire en faux contre cette emprise de l'incertain à laquelle, en même temps, elle ne peut se soustraire. Ce sont ces spécificités par rapport à la question de l'aléa, du risque et ses corrélats en termes de menace que nous souhaitons tenter de décrire, de façon nécessairement résumée compte tenu de l'ampleur du champ. Nous nous intéresserons plus spécifiquement aux questions environnementales, sans pour autant ignorer des perspectives plus générales, sous un angle largement historique.
- 2 Parallèlement à l'affrontement Est-Ouest qui marque les décennies d'après-guerre, l'essor agricole et industriel considérable que connaît la France tout au long de cette période s'est accompagné d'un bouleversement sans précédent des modes de vie et des valeurs (logement, transport, urbanisation, santé, consommation, biens culturels, etc.). La vague néo-libérale qui s'amorce au début des années 1980, jointe à la révolution numérique et à l'effondrement du bloc de l'Est, a prolongé cette évolution en la

mondialisation des échanges et l'émergence du monde multipolaire hautement instable que nous connaissons, parallèlement à une hausse massive des inégalités. Ces transformations ont fait l'objet de récits en privilégiant la face positive, laissant cependant dans l'ombre leurs nombreuses implications négatives, tant sociales qu'environnementales et la façon dont elles affectaient les sociétés ou les groupes sociaux les plus faibles. De multiples courants de pensée, mais aussi une efflorescence de mouvements sociaux et esthétiques n'ont cessé de témoigner du désarroi psychologique et moral face au déferlement des contradictions de la modernité issues de ces transformations et d'aspirations à une autre réalité.

- 3 Le récit collectif dominant, également porté par les sciences sociales en plein essor jusque dans les années 1980, est celui d'une modernisation massive bénéfique pour l'ensemble des composantes de la société, nullement entamé par les tensions internationales de la Guerre froide et sans que ne soit envisagée l'idée même de vulnérabilité. Gauche et droite partagent implicitement le sentiment d'une évolution inévitablement ascendante et d'une redistribution profitable pour tous (Darras, 1966). La dynamique française repose à la fois sur un cadrage spécifique dans lequel l'État a une part majeure, en même temps qu'elle emprunte bon nombre de ses modèles (socio-économique, organisationnel, communicationnel, etc.) aux pays les plus avancés, tout en affirmant sa supériorité propre. La rupture qui s'amorce avec le premier choc pétrolier en 1973 et ses conséquences n'en est que plus éprouvante, mettant en question ce modèle interventionniste installé à l'issue de la guerre, sans alternative crédible pour le remplacer. Mais ce n'est que dans les années 1980, avec la mutation du paradigme technologique lié au développement de la communication et du numérique, la montée du chômage, la multiplication d'accidents industriels de grande ampleur, l'élargissement des interrogations environnementales, sur fond d'une révolution libérale initialement mal discernée, qu'émerge l'idée de vulnérabilité, dans les cercles restreints de la technostructure et d'une frange de chercheurs (Fabiani et Theys, 1987 ; Lagadec, 1981). La notion même de vulnérabilité reflète l'ambivalence de l'appréhension de ce contexte d'incertitude, éprouvé comme menace, mettant en question les registres du pouvoir en place jusque-là, mis en exergue par les travaux de Legendre (1983) ou Foucault (2004). Dans un régime d'ordre fortement structuré et planifié, toute fracture importante, qu'elle soit technologique ou d'une autre nature, est perçue sur le registre de la menace, et en premier lieu celle de la rupture possible de cet ordre (Lagadec, 1981). Le dualisme constitutif de la construction socio-politique française, ancrée dans une rationalité générique qui distingue de façon tranchée sphère de la décision et ordinaire vécu, implique que le risque ne soit envisagé que de façon limitée et sectorielle, approprié avant tout par la technostructure, indépendamment de toute dimension subjective, rejetée comme irrationnelle, indigne d'intérêt et d'implication sociale. Au même moment en Allemagne, U. Beck (1986) montre au contraire comment l'extension des risques dans les sociétés modernes avancées transforme la perception et la nature des rapports sociaux, installant une réalité radicalement différente de ce qui existait antérieurement, bouleversant le régime des interactions sociales (Keller, 2014). En France, les ruptures successives et les crises évoquées précédemment, la difficulté des instances institutionnelles à prendre la mesure, appréhender les significations et faire face efficacement à des enjeux majeurs comme la mutation techno-économique, le chômage croissant ou la crise environnementale sont vécus collectivement sur le mode de la menace. Cette thèse a été illustrée avec force par l'ouvrage d'Algan et Cahuc, *La société de défiance* (2007). Cette

menace est devenue une référence omniprésente de la conscience et du débat collectifs, largement reflétée dans l'évolution des forces et des discours politiques.

- 4 C'est la question de cette spécificité, de cette réticence française face au risque et de prévalence de la menace que nous souhaitons soulever. Notre propos n'est pas d'offrir un inventaire de la littérature et des théories en cours sur les notions de risque et de menace, mais d'en suggérer une lecture située, dans un contexte particulier, prenant aussi fortement appui sur la question environnementale. L'analyse avancée, soumise à discussion, est informée par des références hors du champ français et par nos travaux respectifs. Notre argumentaire se décline en trois moments successifs. En premier lieu un examen général de la distinction/relation entre risque et menace et de leur lien réciproque suivi, dans un deuxième temps, d'une analyse plus approfondie des trajectoires des notions de risque et de menace, des dimensions qu'elles recouvrent et de leurs avatars, en prenant plus spécifiquement appui sur le champ de l'environnement, pour examiner, dans un troisième temps, les axiologies qui sous-tendent les processus de résistance au risque et de surexposition aux menaces. Le choix de l'environnement tient à la fois à notre connaissance du domaine, mais aussi à ses caractéristiques spécifiques, sa complexité et sa proximité au risque comme à la menace. Ce choix est aussi guidé par la spécificité, l'actualité croissante et l'ampleur des interrogations que soulève l'environnement, laboratoire des mutations du monde, du point de vue de sa délicate intégration par l'agir collectif comme de sa difficile appréhension par les sciences sociales.

1. Risque et menace

- 5 Recouvrant une réalité multiforme, délicate et complexe, risque et menace sont des notions distinctes, mais non sans relation l'une avec l'autre, dont il importe de distinguer le rapport qu'elles entretiennent à l'aléa, à l'incertain. Face à une littérature sur le risque aujourd'hui proliférante recouvrant des appréhensions multiples (Roeser *et al.*, 2012), nous n'évoquerons que les traits les plus importants pour notre propos. Les composantes psychologiques associées au risque ont été explorées par un large éventail de chercheurs américains (Kahneman et Tversky, 2000 ; Slovic, 2000 ; Kahneman, 2011). Il faut rappeler que le risque est avant tout objectivable, tributaire de formes de calculabilité (Bechmann, 2014) relatives à l'action. Il est l'expression d'une emprise sur le réel reposant sur une prise de distance d'avec celui-ci. La menace, quant à elle, semble relever d'un rapport social intentionnel¹ accompagné d'un ressenti individuel et/ou collectif de peur, immédiatement prégnant, mais aussi éventuellement latent, avec donc une composante émotionnelle et subjective négative marquée et potentiellement durable. La notion de menace peut s'entendre comme corrélat subjectif du danger et du risque dans une connotation inquiète de par son caractère circonstancié, immédiat, aux contours plus ou moins bien cernés. Le risque relève du registre de l'initiative, de l'action, de l'entreprise, d'une intentionnalité ouverte sur l'élargissement des possibles, lié en particulier aux régimes d'assurance, alors que la menace est l'expression d'un rapport de force, d'un effet de pouvoir, de l'inscription d'une peur et de la façon dont celle-ci peut éventuellement être manipulée, réactivée et amplifiée. Si le risque bénéficie d'une valence positive, en situation, et d'une élaboration visant une gestion optimisée du point de vue de l'acteur engagé dans une entreprise, il constitue cependant une figure collective complexe. Manifestation de

liberté, figure d'intelligibilité, il peut aussi s'entendre comme vecteur d'inégalité, au sens où il introduit une dissymétrie entre l'initiateur du risque, bénéficiaire potentiel d'un avantage tiré de son initiative et les autres, en particulier ceux exposés à des conséquences négatives possibles sans profit. La genericité du risque appelle donc à en souligner la dynamique plurielle, la multiplicité des effets associés, leur distribution inégalitaire, les implications susceptibles d'en découler en termes de justice et l'élaboration de capacités opératoires correspondantes, son éventuelle fonction de menace.

- 6 La menace est avant tout le fruit de la perception d'un rapport de force potentiellement défavorable entre personnes ou entre instances. Le langage lui-même et sa capacité symbolique à en porter l'empreinte et la signification lui confèrent un pouvoir autonome, en faisant un véhicule particulièrement propice à sa circulation. Ainsi, l'énoncé climat a pris, à travers la notion de menace climatique, une force expressive, une dimension de fiction subjective l'assimilant à une quasi-personne : témoin de son ancrage subsumant l'altérité, la menace peut conférer une dimension anthropique à une notion abstraite. La circulation de la menace peut aussi constituer une anthropisation du monde, une forme imaginaire de son appropriation.
- 7 Inscrite dans une logique intersubjective, la menace s'ancre dans des imaginaires historiques et sociaux très vastes (récits religieux, guerres, épidémies, catastrophes naturelles, aléas climatiques, conflits sociaux) explorés par de nombreux historiens (Duby, Cohn, Mc Neill, Delumeau, Le Roy Ladurie, Davis...). Avec le développement des médias de masse, et plus récemment des réseaux sociaux, qui se prêtent à une multitude d'usages facilement manipulateurs jouant sur les registres émotionnels propres à ces récits amplifiés par les processus de circulation associés, cette narrativité a connu une véritable explosion.
- 8 Dans le texte déjà cité, Bechmann associe à la conception de société du risque, développée par Beck, la distinction mise en avant par Luhmann (1993) entre risque et danger. Luhmann fait ressortir la dissymétrie entre décideurs et intéressés en matière de risque : du point de vue des décideurs, la menace apparaît comme un risque alors qu'elle se présente comme un danger pour les intéressés. Dans le contexte d'une complexification dans l'élaboration des choix collectifs, on assiste à une transformation des configurations à l'œuvre dans lesquelles l'assignation en matière de décision devient incernable, accroissant d'autant la frustration des populations exposées, et exacerbant le sentiment de menace.
- 9 On observe donc une forte différence du point de vue de la conduite, de l'agir, entre risque et menace : le risque relève de l'agir, il est constitutif de l'agir et d'une conscience directement liée à l'agir, d'un potentiel que seule l'action permet d'identifier et d'évaluer, il est moteur et instrument de l'expérience. En revanche, il mesure mal la cascade des implications dont il est à l'origine, alors que la menace constitue au contraire un frein à l'action, dont elle vise l'inhibition, mais aussi en cela un élément de continuité et d'emprise sociales dans la diffusion de la matrice subjective qui la fonde. Le risque valide un champ large et ouvert d'anticipation et d'innovation, dans la mesure où il est à la fois reconnaissance de l'incertitude, exploration des situations et mobilisation spontanée des capacités ; la menace, elle, vise une forme de circonscription, induisant une restriction du champ opératoire, et par là un contrôle collectif. Le risque apparaît comme une parade à la menace, dont il renverse la dimension négative en introduisant à travers une élaboration préalable la possibilité de

surmonter le déficit correspondant. Ce processus est au principe de l'assurance, qui elle-même donne historiquement fondement et crédibilité à la notion de risque (Ewald, 1986). Celle-ci prend une expression plus explicitement formalisée avec l'émergence du calcul des probabilités au XVII^e siècle (Hacking, 1975). On ne peut ignorer une troisième fonction associée à l'univers du risque, qui est celle de l'alerte, dont on perçoit assez clairement ce qui la distingue de la menace. L'alerte informe sur un risque potentiel, elle manifeste à la fois la conscience d'un danger, mais aussi l'exigence comme le bien-fondé de sa prise en compte.

- 10 Comme nous l'avons évoqué précédemment, l'extension massive du risque multiplie la potentialité des menaces et soulève donc d'autant la question des conditions à la fois subjectives, mais aussi collectives permettant d'y faire face. Cela renvoie à la notion de confiance dans l'ensemble de ses registres, individuels et collectifs, à la fois sociaux, économiques ou politiques et à ce qu'elle signifie en termes de potentiel d'action. Celle-ci renvoie à son tour à la question de la démocratie en tant que préemption collective des processus d'entente, d'intercompréhension, de dialogue et d'accord possible sur les processus d'opposition, de division et de conflit². Dans la société traditionnelle, la sécurité à la fois individuelle et collective est, pour une large part, véhiculée par la religion et les formes d'interrelation et de soutien implicites ou explicites que celle-ci porte, alors que l'émergence du risque, concomitante avec la modernité, permet d'envisager des formes de protection et de communalisation face au danger relevant de choix autonomes reposant sur le calcul et l'échange plutôt que sur l'ontologie. Mais dans un tel contexte, la menace est susceptible de prendre une dimension et une couleur très différentes : elle ne pèse plus simplement sur tel aspect particulier, mais sur le système d'interrelations engagé par la gestion collective du risque et des garanties qui y sont attachées, sur la rupture possible de ce contexte même (crise financière dite systémique, rupture du pacte social avec ses manifestations régressives, populisme, autoritarisme, fascisme, etc.).
- 11 Dans sa réalité dynamique, le risque met en question les champs de la représentation en substituant la plasticité et le mouvement au statique, engageant un jeu de transformations rendant hypothétiques toute forme pérenne de gouvernance et toute conception figée de l'éthique dans l'effritement de repères partagés. Dans cette perspective, il possède à la fois un caractère de renouvellement, d'intégration en termes de processus et de dynamiques, mais aussi d'érosion des cadres existants, mettant en question de multiples clivages. Sur le plan temporel, il plonge dans l'historicité, associant à la fois passé, présent et futur : l'expérience du passé permet d'envisager et de gérer des futurs devenus possibles à un coût – économique ou symbolique – évaluable. Il induit donc un élargissement des temporalités qui changent en même temps de nature via l'introduction de mécanismes d'objectivation. Le risque a le potentiel de dissoudre des frontières issues d'héritages culturels marqués et anciens dans leur ancrage fixiste³.
- 12 On peut donc retenir, en conclusion sur ce point, l'opposition entre risque et menace du point de vue du tropisme psychologique qui les sous-tend, le risque relevant d'une valence positive face au danger reconnaissant et produisant de l'incertain, à l'inverse de la menace, avec ses implications restrictives du point de vue de l'agir mais qui peut se prêter à la revendication d'une sorte de certitude du malheur possible, avec son retournement éventuel, en termes de régénération, bien mis en évidence dans l'idée de désir de catastrophe (Jeudy, 1992)...

2. Environnement, risques et menaces en France

- ¹³ Domaine de l'action publique, l'environnement⁴ désigne de façon générique une composante majeure de l'agentivité du vivant, l'univers extérieur (eau, air, monde physique, ressources, membres de la même espèce, d'autres espèces...) avec lequel il est en relation, et dont il est existentiellement pour une part tributaire. L'environnement entretient par là une forte proximité à la notion de risque, relevant cependant d'une constitution épistémique différente de l'incertain ou de l'aléa. Il déborde en effet largement, de par sa plasticité et sa complexité, la question du risque, comme l'illustre, dans l'extension de ses manifestations, le changement climatique, échappant à toute perspective compréhensive de calculabilité, ce dont témoignent la part d'incertitude et les marges de prédictibilité des travaux du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat). L'expansion démographique et techno-industrielle humaine s'est de fait traduite par une emprise et des impacts croissants sans équivalent sur les ressources et les dynamiques de la biosphère, à l'origine de la notion, encore discutée au plan scientifique, d'anthropocène. La société française se trouve, comme de nombreuses autres, confrontée, face à cette réalité émergente, à une double difficulté, celle de l'intégration d'une problématique globale nouvelle dans ses modalités d'appréhension et celle de sa capacité opératoire dans ce nouveau contexte. La structuration socio-institutionnelle, après la guerre, autour d'un État Providence (Ewald, 1986) garant puissant, englobant et protecteur, figure paradigmatique de la gestion du risque, a constitué un obstacle à la saisie de ce dernier dans la perspective environnementale, à la fois multiforme, globalisante et incertaine, et à la capacité à se positionner face à ses enjeux⁵. L'État providence, indissociable de l'État national moderne, se donne pour objectif, dans sa fonction de représentation/assomption de la réalité, d'en proposer une figure pérenne et protectrice pour une population et sur un territoire défini et circonscrit. Il vise à dompter toute logique aléatoire pour y substituer un régime plus stable et ordonné et se prémunir contre le surgissement de l'imprévisible ou de l'inattendu. Cette élaboration appelle à être appréhendée dans la complexité de ses implications à l'échelle du collectif. Elle peut aussi se lire comme une configuration aux racines plus anciennes, héritée pour une part de la façon dont la tradition et l'institution ecclésiastiques et leurs prolongements séculiers ont contribué à modeler et à donner en France leur forme aux institutions en matière de pouvoir comme de protection et de sécurité.
- ¹⁴ Indépendamment de l'histoire environnementale concernée par des problématiques et des perspectives temporelles très larges (McNeill, 2000), on dispose aujourd'hui d'un recul d'une cinquantaine d'années sur l'expérience collective moderne de l'environnement et les initiatives environnementales apparues dans leur dimension globale à la fin des années 1950 et au début des années 1960 (McCormick, 1995)⁶. Cette amplitude temporelle permet une meilleure compréhension des spécificités et de la singularité d'un domaine radicalement nouveau du point de vue de sa constitution épistémique, relevant fondamentalement de l'indétermination, de l'incertitude et de l'incomplétude, comme l'illustre précisément le déficit très net des réponses que les sociétés ont été et sont en mesure de lui apporter. Tout en s'appuyant sur un vaste dispositif cognitif à fondement scientifique, l'environnement ne s'ancre pas dans un cadre conceptuellement, formellement et pratiquement stabilisé, mais met en œuvre

un jeu de dynamiques processuelles et relationnelles complexes, de l'ordre de l'action, correspondant à des logiques largement étrangères aux ontologies (comme celle de la nature) au fondement de la tradition européenne et française. Celle-ci a en effet consisté à chercher à penser un monde instable et mal connu à partir des notions de logos ou de raison en catégories ou en concepts figés. Dans *The Quest for Certainty* (1929) Dewey a mis en évidence la façon dont la tradition philosophique occidentale a été dominée par l'idée d'appréhension, face aux incertitudes de l'action et des pratiques, d'un être universel, fixe et immuable, avec la croyance corrélative que, par la pensée et le langage, les hommes étaient en mesure d'élaborer un édifice conceptuel stabilisé les protégeant des périls de l'incertitude. Les travaux des philosophes pragmatistes américains qui, les premiers, ont développé une pensée de l'environnement en tant que tel, ont bien mis en évidence combien la tradition occidentale peine à penser l'action dans la pluralité de ses effets et de ses implications et combien elle est aussi conduite à développer des fictions théoriques qu'elle tente de plaquer sur le réel et de l'y conformer. Ce sont précisément ces processus d'interaction entre les entités vivantes et l'environnement et le jeu ouvert des relations qu'ils recouvrent qui permettent d'appréhender le champ labile que constitue celui-ci. Il échappe à toute régulation et toute normativité, soumis à un jeu de transformations permanentes qui font qu'il est impossible d'en cerner à l'avance de façon englobante le devenir. En ce sens, l'environnement, de l'ordre des pratiques, d'un faire qui précède la pensée, se situe au-delà de la calculabilité du risque, il est post (mais aussi pré) risque, interrogeant de façon radicale les limites de la connaissance humaine, d'où sa dimension fondamentalement historique.

- 15 On peut illustrer ces aspects par l'évolution des politiques environnementales et le développement des sciences sociales dans ce domaine. Celles-ci témoignent d'une faiblesse récurrente dans leur structuration sectorielle et leur élaboration normative face à un champ dont les échelles et les dynamiques n'ont cessé de s'étendre, de se transformer et de se déplacer, expliquant en partie le repli sceptique que suscite chez certains l'environnement. La complexité et l'incertitude produites par les experts, la multiplication des controverses, le caractère évanescent, impalpable des problématiques sont perçus par de nombreux acteurs comme décourageant les initiatives dans le domaine, faute de fondement substantiel dans un monde dominé comme jamais auparavant par le jeu des objectivations, y compris numériques. Les questions de l'atmosphère, du climat, mais aussi de la biodiversité éclairent ce point, objet de nombreux travaux. Les problématiques de l'atmosphère et du climat n'ont cessé de changer de nature et d'échelle avec la montée en puissance à partir des années 1970 et 1980 des questions d'acidification de l'atmosphère, de l'ozone, puis du changement global, cette dernière d'une extension sans précédent et pour le moment très largement hors de contrôle⁷. Sur un autre plan, on ne peut que rappeler l'échec des politiques à réduire l'érosion massive de la biodiversité, tant à l'échelle européenne (EEA, 2010 ; AEE, 2015) que mondiale, faute là aussi de capacité à mettre en place des initiatives à la mesure du problème et de ses spécificités écologiques et sociales, parallèlement à l'extension considérable de l'impact des activités humaines. La création en 2012 de l'IPBES (Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques) témoigne de l'effort pour mettre sur pied à l'échelle mondiale un dispositif en matière de biodiversité analogue au GIEC susceptible d'introduire un pilotage plus adapté de la problématique.

- 16 À cette extension et cette complexification non anticipées, sans réelle appréhension de la spécificité épistémique des processus environnementaux, fait écho la grande difficulté des sciences sociales à intégrer la question environnementale. Celle-ci tient au caractère singulier et inédit d'un domaine extérieur à leur champ cognitif. L'ancrage anthropocentrique des sciences sociales, leur paradigme conceptuel attribuant à d'autres domaines disciplinaires (sciences du vivant, physico-chimie, géographie, etc.) la « propriété » du champ, leur construction épistémique sont des obstacles à une saisie intégrant dans une même perspective processus et dimensions écosystémiques, biologiques et sociaux.
- 17 Cette absence de congruence entre sciences sociales et environnement tient aussi à ce que celles-ci héritent, dans la tradition française, d'un tropisme de la certitude, du déterminisme, de la régularité⁸ et de la causalité dans leur visée d'explication du social (Kalaora et Vlassopoulos, 2013 ; Charles *et al.*, 2014), l'environnement étant lui davantage lié aux problématiques de l'action et des conséquences de l'action et donc, comme nous l'avons évoqué précédemment, de l'indétermination. Celle-ci induit fondamentalement des positions d'incomplétude et d'interdépendance sans remettre pour autant en cause la scientificité tout en relativisant la perspective (Blanc *et al.*, 2017). La question du climat a constitué un marqueur historique de ce point de vue, renouvelant la capacité d'alerte de la science (Le Treut, 2006), en même temps que celle-ci se révélait relativement démunie et peu capable, au moins dans un premier temps, d'apporter les outils susceptibles d'orienter l'action de façon précise aux échelles adaptées.
- 18 En France, ce n'est qu'à partir des années 1980, comme nous l'avons déjà évoqué, que la question du risque et de sa relation potentielle à l'environnement s'introduit dans l'espace public, dans des formes avant tout institutionnelles, ingénieriales et managériales. Dans les années 1970, en dépit de la prégnance croissante des problèmes environnementaux à la suite du rapport *Limits to Growth* et du choc pétrolier, la question du risque est relativement absente de la scène publique et institutionnelle. La mise en œuvre du programme nucléaire est imposée aux populations sans concertation et sans discussion collective des risques correspondants (Topçu, 2013 ; Lepage, 2011 ; Szarka, 2002), comme la réponse française face aux transformations du contexte énergétique. À la fin des années 1970, suite aux accidents très graves de Seveso et de Three Mile Island et à l'émergence des premières préoccupations globales autour des pluies acides et de l'ozone, la perspective institutionnelle se modifie avec le développement d'instances administratives dédiées aux risques majeurs, naturels ou industriels. En 1986, l'accident de Tchernobyl réactualise les pires craintes soulevées quarante ans auparavant par les destructions d'Hiroshima et de Nagasaki. Dans ce contexte est publié en 1987, un an après l'ouvrage d'U. Beck (1986), mais dans un esprit très différent, *La société vulnérable* (Fabiani et Theys, 1987), qui traduit la reconnaissance de la problématique du risque, mais aussi l'extension de ses composantes sociales.
- 19 Il faut cependant souligner que la prise en considération du risque ne s'est véritablement cristallisée en France qu'avec les crises sanitaires des années 1990, l'épidémie de sida et les affaires du sang contaminé, de l'amiante et de la vache folle. La fonction tutélaire, protectrice et sécuritaire de l'État s'y est trouvée directement et profondément remise en cause. Ces crises ont fait ressortir les faiblesses structurelles liées à une gestion univoque des mécanismes de protection sanitaire, induisant un élargissement de la réflexion et de la gestion autour de nombreuses questions :

expertise, rôle de la science, participation et place de la société civile, avec l'introduction de nouveaux dispositifs de médiation, hybrides ou participatifs, transposés de mises en œuvre étrangères. La multiplicité et le caractère proliférant et diffus des risques se sont traduits par la montée des inquiétudes de l'opinion, qui a vécu ces événements bien davantage sur le registre de la menace que du risque, la défaillance des instances publiques responsables apparaissant au cœur des enjeux. La création d'agences sanitaires, à la fin des années 1990, a introduit pour la première fois un découplage entre une expertise de contrôle et l'administration sanitaire. On peut cependant noter que de nombreuses autres administrations ont conservé une tutelle quasi complète sur les domaines dont elles avaient la charge (logement, agriculture, transports, etc.). Dans la suite de ces développements, on assiste à une reconfiguration de l'expertise dans de nouvelles modalités d'inscription collectives participatives, procédurales, qui peinent cependant à revitaliser la dynamique des choix collectifs et des procédures de décision. Une part importante de la technostructure reste inaccessible à une vision partagée du risque, le confinant à une approche ingénieriale, rejetant la subjectivité, les inquiétudes manifestées par les populations comme relevant de l'imaginaire et de peurs irrationnelles.

- 20 À partir du début des années 2000, le changement climatique est progressivement reconnu comme une problématique globale aux implications transversales à l'ensemble du système techno-économique, remettant en question ses fondements énergétiques et de fait ses soubassements, avec des mises en cause très importantes en matière de modes de vie, de mobilité, d'habitat, etc. Le risque social apparaît d'autant plus insidieux que la menace liée au changement climatique est éloignée dans le temps, mais aussi dans l'espace, générant un sentiment d'irréalité face au problème, conduisant au repli, à l'incapacité comme à des formes affirmées de déni. La canicule de 2003, difficile à attribuer directement au réchauffement, a cependant constitué un brutal révélateur à la fois de l'impact possible de la dérive climatique comme de l'impréparation des nouvelles structures mises en place à la suite des crises des années 1990. Ces évolutions font ressortir l'inaptitude à gérer le problème du seul point de vue réglementaire, comme l'illustrent également les questions de la qualité de l'air ou de l'agriculture, les solutions appartenant plutôt à des innovations techniques et sociales (Huber, 2014), dont le sens a des difficultés à émerger dans un cadre de régulations à caractère fortement normatif. Notons cependant que la COP 21, en 2015, a sans doute constitué un tournant important sur ce point en ce qu'elle a marqué l'abandon du recours à un cadre contraignant.
- 21 De façon générale, l'environnement fait l'objet d'un cadrage institutionnel affirmé et croissant, illustrant les thèses de Luhmann (1993) sur la différenciation fonctionnelle et la fuite en avant consistant à multiplier les structures pour régler des problèmes transversaux. On a ainsi vu depuis une décennie la prolifération des plans dans de nombreux domaines (transport, cohérence territoriale, qualité de l'air, énergie, réchauffement climatique, santé environnementale, etc.) sans que ces dispositifs ne témoignent d'une capacité reconnue à en piloter les registres, faute entre autres d'investigation fine de leurs mises en œuvre au plan sociétal comme de pratiques d'évaluation adaptées⁹. Ces initiatives manifestent et amplifient la sous-estimation récurrente des problèmes dans la multiplicité de leurs articulations (risque nucléaire, pesticides, qualité de l'air...) et se traduisent par l'exacerbation des menaces (le plus souvent de caractère sanitaire, auxquelles on peut rattacher des phénomènes comme la grippe aviaire ou, dans une moindre mesure, la question des ondes électro-

magnétiques) génératrices de crises souvent mal gérées¹⁰. Le caractère limité des connaissances résulte dans la mise en œuvre d'initiatives aux effets contradictoires non anticipés, comme dans le cas de la promotion du chauffage au bois (favorable du point de vue des émissions de CO₂, mais émetteur massif de particules) ou des véhicules diesels, ou encore l'échec de dispositifs mal préparés (ZAPA, zones d'action prioritaires pour l'air). On peut aussi rappeler, dans le champ des politiques de protection de la nature, la mise en place défailante de Natura 2000 dans son incapacité à associer une approche de la protection élargie aux fonctionnements sociaux (Charles et Kalaora, 2001).

- 22 Ce déficit de mise en œuvre, lié à une sous-estimation des enjeux et des risques, s'est traduit par l'amplification des craintes en matière d'environnement, orchestrées par les médias, conduisant à des réactions épidermiques, à des emballements privilégiant l'immédiat plutôt que la prise en compte du long terme. La préoccupation récurrente autour des pics de pollution plutôt que des situations de fond (Roussel, 2015), et plus largement la gestion peu efficiente de la qualité de l'air, comme l'ont mis une nouvelle fois en exergue les rapports récents du Sénat (2015) et de la Cour des comptes (fin 2015), sont très révélatrices de ce point de vue. On observe de fait une polarisation très forte de la population vis-à-vis de l'environnement autour de la menace, qui renforce la dimension anxigène qui lui est attachée. Cette polarisation a constitué un marqueur du domaine depuis les années 1960 du fait de son caractère inédit, parallèlement au développement des médias qui en ont largement exploité les registres, également utilisés par les militants de l'environnement eux-mêmes. La qualité de l'air telle qu'elle est évaluée dans les enquêtes d'opinion (IRSN, 2017) illustre l'exacerbation des peurs face au sous-dimensionnement du problème par les institutions publiques, relevé par la Cour des comptes (2015). Cette situation aboutit à des attitudes de repli, de déni qui tiennent aussi à la spécificité de la problématique environnementale et à son caractère d'incertitude, évoqué précédemment : la perception de l'environnement comme menace par la population ne répond que très partiellement à la spécificité, la plasticité, l'instabilité et la complexité de celui-ci.
- 23 Si l'on cherche à faire un inventaire des attitudes face à cette situation à la fois profondément nouvelle et en même temps étroitement liée aux conditions économiques dont nous bénéficions collectivement, on peut relever, sans prétention à l'exhaustivité, des configurations de nature très différentes, voire totalement contradictoires : positions de repli liées à l'incapacité d'agir, anxiété, inhibition, désaffection, déni, ou, au contraire, attitudes maximalistes, volontarisme, optimisme irraisonné, fuite en avant technologique, activisme social, etc. La multiplication d'attitudes hétérogènes renforce le sentiment de confusion, d'incohérence et l'inquiétude, qui ne se limite pas aux questions environnementales, mais concerne aussi les autres aspects des désordres mondiaux ou nationaux, économiques, financiers, géopolitiques, sécuritaires, sociaux, qui présentent tous, à un niveau ou à un autre, des liens avec l'environnement, sans que celui-ci n'en soit nécessairement pour autant une composante majeure. L'explosion des médias et du numérique, la multiplicité, mais aussi la spécificité des canaux d'information, tels les réseaux sociaux, dont certains échappent à tout contrôle, contribuent à diffuser le sentiment individuel de peur, lui donnant une résonance collective disproportionnée. Le politique face à cette complexité n'est capable de proposer que des réponses partielles, insuffisamment crédibles, hors d'échelle et sans moyens financiers à la hauteur des enjeux, renforçant le sentiment de frustration, d'incapacité et de rejet visant les responsables et les élites.

Les réponses apportées, inscrites dans les cadres existants, apparaissent d'autant plus inadaptées à gérer et conduire des processus nouveaux dans leurs spécificités et leurs développements.

- 24 On est ainsi confronté à des injonctions paradoxales avec le déploiement simultané d'actions et d'incitations antagoniques, multipliant les dissonances cognitives : sollicitations émotionnelles très fortes des médias et faiblesse des réponses techniques et politiques afférentes, accroissement de la production industrielle et de la consommation marchande et incitations à la protection des ressources, invocation concomitante à la croissance et à la sobriété, mobilité sans limite et sollicitation à la réduction des pollutions et des consommations énergétiques, extension des normes et multiplication des alternatives, prise de risque et exigences de sécurité, etc. En résulte un sentiment croissant de perte de repères au présent et de fuite en avant dans un futur d'autant plus envahissant qu'il semble échapper à tout contrôle¹¹. Face à cette situation particulièrement volatile et fluide dans son hétérotopie, la configuration qui prévaut d'une matrice structurante portant le collectif, caractéristique des processus socio-politiques et fortement présente dans les sciences sociales, constitue un frein majeur au déploiement des initiatives émanant de la société et une source d'inquiétude dans le sentiment d'incapacité résultant de l'inaptitude à l'action. Ce contexte diffus, impalpable, évanescent n'en fait pas moins l'objet de tentatives pour développer des éléments de figuration offrant des prises significatives et des ancrages concrets susceptibles de conduire l'agir face à l'incertain (design territorial, big data). Mais la profusion des formes collectives constitue un obstacle majeur à la conduite des processus, offrant une apparence de légitimité à des attitudes plus contraignantes parce qu'en apparence plus lisibles. Le réductionnisme lié à la volonté de représentation, reposant sur la coupure entre décideurs et populations et contribuant à la maintenir, interdit de s'interroger sur le caractère processuel du risque et, du même coup, bloque l'intelligence de sa dimension active au profit de notions statiques, telle, par exemple, celle d'acceptabilité sociale. L'assujettissement à des cadres préformés et d'encodage du risque conduit à ignorer l'ensemble des aléas susceptibles de modifier la trajectoire du risque, et de fait transforme celui-ci en une menace, qui constitue alors un frein à l'action au lieu de permettre le déploiement de ses virtualités.

3. Axiologies des processus à travers lesquels se constitue la menace

- 25 Un certain nombre d'éléments ont été avancés concernant les limites propres à l'appréhension du risque et des menaces dans la société française. On cherchera maintenant à donner un aperçu des processus d'élaboration collective sous-jacents, à différents points de vue, phénoménologique, épistémique, langagier, anthropologique et culturel, et à faire ressortir des éléments structurants. Un univers dans lequel les processus collectifs font l'objet d'une configuration systématisée, ordonnée et rationalisée induit une construction exposée à la sélectivité, au renfermement sur elle-même. Cultivant l'autoréférentialité, elle y cherche les ressorts de sa légitimité, dans une difficulté à accepter l'hétérogénéité, la labilité, la contingence et la multiplicité qui accompagnent l'événementialité (Romano, 2010).
- 26 Sur le plan phénoménologique, on est confronté à une condensation des temporalités dans un contexte général de prolifération des phénomènes et d'accélération dû à

l'emprise mondiale des mécanismes économiques, du marché, à l'évolution générale des technologies et à leur réfraction dans la société. L'accélération tient, comme l'a montré Rosa (2010), à la profusion des outils à la disposition des individus, permettant à leur tour de multiplier les activités. Un autre effet lié à cette prolifération est le sentiment de perte de capacité induisant une frustration face aux multiples possibles liés à la diffusion des informations et de la connaissance. Ce processus a pour effet, dans un contexte ordonné et hiérarchisé, d'amplifier les menaces. Cela se traduit également, de façon générale comme au plan environnemental, par une dictature de l'urgence très prégnante du fait de l'immatérialité et du caractère incertain de l'environnement, et paradoxale face à la nécessité d'une action continue et cohérente sur le long terme. La multiplication, mal reconnue et acceptée, des phénomènes imprévisibles, nouveaux et mouvants, vécus comme une menace, tend à faire l'objet de mécanismes défensifs sur le plan cognitif et pratique visant à encapsuler une réalité apparaissant incernable, comme l'illustrent de nombreuses affaires environnementales (ondes électromagnétiques, pesticides, perturbateurs endocriniens, etc.). Le sentiment d'urgence résulte pour une part de la difficulté à appréhender ces phénomènes et à en reconnaître la spécificité. Ainsi, le changement climatique dont l'idée moderne, fruit de trois siècles d'avancées successives dans de multiples domaines (Charles, 2006), s'affirme dès les années 1950 (travaux de Revelle, début des mesures de Keeling), mais n'est reconnu, non sans réticence, au plan scientifique et politique, que dans les années 1980 (création du GIEC, 1988) pour faire l'objet d'une première réponse partielle à la fin des années 1990 (protocole de Kyoto, 1997). Cette réponse, remise en cause une douzaine d'années plus tard (conférence de Copenhague, 2009), débouche sur la promotion d'une nouvelle stratégie (COP 21, 2015) dont les contours restent encore aujourd'hui à préciser, en dépit d'avancées très importantes.

- 27 Au plan institutionnel, les décideurs éprouvent des difficultés à se positionner face à l'incertitude, tant environnementale qu'économique ou sociale. Ils cherchent à s'appuyer sur des formes traditionnelles de gestion des situations en ayant recours à des savoirs reconnus, maximisant l'expertise et les normes, au lieu de libérer les initiatives et le champ des possibles en favorisant l'innovation dans ses multiples composantes techniques mais aussi sociales. Cette phénoménologie a pour conséquence de réduire les « capacités », le champ d'action par les effets d'imposition et les contraintes qu'elle fait peser, accroissant le déficit d'action, la frustration et le malaise des populations. La tradition française, marquée par le poids des grands corps, d'un système de formation très encadré de la technostructure, reste peu ouverte à des formes immanentes de transformation sociale.
- 28 Le cadre politique apparaît lui-même très formaté par des registres conceptuels qui privilégient l'abstraction rationnelle au détriment du vécu, du concret, de l'expérience et de l'agir, comme le dénotent des notions telles que celles de citoyenneté, de représentativité, voire d'égalité. Cela entraîne une inaptitude générique à faire face et à gérer la complexité d'un monde plurivoque à partir de cadres toujours réducteurs, et cela en particulier dans le domaine de l'environnement où ce sont précisément les dimensions et les processus concrets qu'il importe de prendre en compte plutôt que d'établir à leur propos des concepts et des représentations stabilisées.
- 29 Ces éléments apparaissent comme la manifestation d'une réalité plus profonde organisant le fonctionnement collectif dont on trouve l'inscription à la fois dans le rapport à la connaissance, dans le langage, dans la constitution du politique et dans les

sciences sociales. Le rapport à la connaissance constitue la clef de la construction épistémique qui sous-tend cet édifice collectif. Il a pour fondement un présupposé hérité de la philosophie grecque selon lequel la connaissance précède l'action et est seule capable d'en valider à la fois le sens, l'orientation et la portée. Ce présupposé repose sur la disqualification des approches spontanées, empiriques ou sensibles au profit de l'élaboration et de l'acquisition de médiations conceptuelles et formelles, seules à même de constituer un univers de sens susceptible d'organiser les dynamiques individuelles et collectives autour d'un ensemble de valeurs supposées reconnues et partagées par tous. Reconfiguré par la théologie catholique et la scolastique, ce présupposé a constitué le référentiel qui a donné à la raison le rôle que nous lui connaissons, qui a entre autres permis l'affranchissement d'avec le religieux pour en faire la pierre angulaire de la construction collective, tant sur le plan scientifique que politique. Tout une part de l'expérience moderne s'est développée en opposition au caractère erroné, limité et profondément réducteur d'une telle conception. Elle ne s'en trouve pas moins inscrite en France avec une force particulière, au fondement de l'organisation éducative, technique, sociale et politique. Elle pèse ainsi d'un poids considérable dans l'approche des problèmes face auxquels elle constitue un handicap majeur pour en reconnaître à la fois la complexité et comprendre comment s'y comporter et agir pour y faire face. L'environnement constitue sans doute le champ illustrant le mieux cette question, conduisant à en mesurer toute l'ampleur, mais on en trouve des exemples dans de nombreux autres domaines. Les sciences cognitives ont mis en évidence le rôle des processus cognitifs inconscients dans la décision et l'action, antérieurs à toute élaboration formalisée et consciente, ce qui requalifie notablement la place et le rôle assignés aux registres formels et à la rationalité. La psychanalyse avait déjà mis en évidence le poids de l'inconscient dans les dynamiques subjectives.

- 30 En ce qui concerne le langage, on peut souligner son statut particulier dans l'univers collectif français illustrant le propos précédent : il est soumis au contrôle de l'académie, qui en légitime en les formalisant les manifestations. Ses usages « savants » sont également sujets à des constructions discursives qui en prédéterminent les capacités expressives, mais aussi d'appréhension et d'ouverture. Les exigences de formalisme, de rigueur, de démonstrativité se traduisent par une emprise qui appauvrit les ressources signifiantes, limite les registres face à la plurivocité du réel. Cet usage contraint du langage témoigne d'une pression latente exercée sur le champ expressif qui peut s'assimiler à une menace, ne serait-ce que de disqualification. Ces agencements discursifs irriguent les fonctionnements collectifs traduisant une dynamique omniprésente, de façon latente, de pouvoir, de hiérarchie et d'autorité bien décrite par des auteurs aussi différents qu'Elias, Bourdieu, Legendre, d'Iribarne ou Foucault. On peut relever la façon dont cette contrainte langagière constitue un obstacle à l'appréhension de l'environnement dans ses dimensions de dynamique, de flux, de processus, de circulation. On peut également constater dans le monde anglo-saxon, la plasticité de la langue et sa congruence avec les approches empiriques et pragmatiques, qui, dans leur capacité d'accès au réel, ont donné ses fondements à l'environnement. Par-delà toute problématique d'interculturalité, la traduction en français du vocabulaire environnemental emprunté à l'anglais, avec des termes comme *environment*, *sustainability*, *accountability*, etc., manifeste la forte réduction sémantique liée à l'incapacité de la langue à véhiculer le caractère processuel, expérientiel, existentiel de ces termes.

- 31 En dépit d'un tournant pragmatique et empirique de courants sociologiques cherchant à s'extraire d'une conception rationalisante, déterministe et anthropocentrée, les mêmes processus marquent les sciences sociales soumises pour une large part à des contraintes théoriques d'élaboration d'un appareillage conceptuel et méthodologique de plus en plus sous-dimensionné, voire daté, face à un monde dans lequel il n'est plus pertinent de séparer le champ humain de ses articulations aux registres biogéophysiques. Ces contraintes sont à la fois le reflet de la construction de la discipline, mais elles en structurent également le fonctionnement et les développements. La prégnance de ces cadres théoriques s'est accompagnée, avec le courant bourdieusien (Bourdieu, 2001), d'une surveillance épistémologique voyant les écarts comme menace potentielle sur la discipline, et ne favorisant donc pas la constitution de ponts en direction d'un champ ouvert comme celui de l'environnement. Les luttes de prestance, de pouvoir, de légitimité particulièrement exacerbées dans le monde académique constituent un obstacle à des fonctionnements plus souples et partagés, mettant en situation les acteurs. On ne saurait sous-estimer la difficulté de la sociologie face aux questions environnementales, notamment compte tenu des problèmes d'échelle dans l'espace et dans le temps des phénomènes à investiguer et des publics potentiels des enquêtes. La perception des phénomènes est tributaire de filtres cognitifs, qui constituent également des limites à l'appréhension, privilégiant certaines facettes pour en laisser d'autres dans l'ombre. La notion de représentation peut être vue comme un de ces filtres. La sociologie n'a pas réussi à profiter des leviers que représente le caractère transnational de l'environnement pour déchiffrer les spécificités sociales, culturelles, politiques qui y sont attachées. L'environnement, de par son caractère global, constitue un instrument de lecture, un vecteur heuristique privilégié des champs opératoires des sociétés et de leur diversité. La sociologie, discipline potentiellement réflexive, n'a pas su non plus se saisir autrement que ponctuellement de la question de la multiplicité des disciplines impliquées dans l'appréhension savante de l'environnement. Son noyau dur, fortement inscrit dans une logique de scientificité, s'est refusé, à la différence de certains sociologues anglo-saxons comme Law, Jasanoff ou Wynne, à identifier sa situation d'incomplétude face à la prolifération des savoirs, qu'elle soit générale ou plus spécifiquement dans le domaine de l'environnement. Bien qu'existent de multiples travaux de sociologues dans ce domaine, avec des approches de plus en plus larges et ouvertes recouvrant des domaines diversifiés, santé, alimentation, climat, énergie, ville, les chercheurs éprouvent des difficultés à bénéficier de la reconnaissance et d'une audience suffisamment ample pour apparaître comme porteurs d'un champ de réflexion capable d'éclairer une réalité complexe. Ce déficit tient au poids des segmentations qui compartimentent les champs sociaux et affectent également les sociologues, qui privent de l'accès au partage de l'expérience, laquelle n'existe pas sans médiation préalablement reconnue (Charles *et al.*, 2017). Cette configuration traduit les résistances de la société française à promouvoir des formes plus fluides en interaction avec les processus sociaux et environnementaux, ces résistances manifestant la prégnance des ancrages structurels qui marquent à la fois les institutions et la société.

Conclusion

- 32 Les principes républicains (liberté, égalité, citoyenneté, assurés et garantis par l'État) ont posé les bases de la nécessité d'un contrôle exercé par et sur la société à travers la

représentation politique (Rousseau) conférant au politique une fonction surmoïque. Ce contrôle dans ses multiples manifestations d'imposition, de restriction, de conformité aboutit à se retourner contre le collectif en instituant un obstacle permanent à la dynamique spontanée de la société qu'il bride et finit par priver de tout un ensemble de ressources. La constitution d'une matrice collective visant à assurer et protéger la liberté de l'individu se retourne contre ce dernier, dans la mesure où elle le frustre de la capacité opératoire propre à cette liberté. Un tel processus, qu'on pourrait assimiler au *double bind* de Bateson, est profondément perturbant. À un premier niveau, il apparaît porteur de menace, dans la confrontation potentielle permanente au pouvoir ou à son rôle de gestionnaire du risque. À un second niveau, il est plus problématique encore dans l'injonction contradictoire faite à l'individu d'exercer une liberté dont les conditions lui sont au final refusées.

- 33 L'élaboration socio-politique française est associée à un processus générique de figuration du social, instrument de pouvoir, à travers des mécanismes de captation reposant sur les opérations de classement, de hiérarchisation, de catégorisation au profit d'une représentation architecturée et englobante de la réalité. Ces processus d'imposition ont de multiples transcriptions et sont en particulier inscrits dans le langage ordinaire comme dans le vocabulaire des sciences sociales et de ses catégories. La leçon à tirer de la complexité est qu'elle ne se domine pas, mais qu'elle doit s'accompagner, la réalité étant sans cesse en avance sur les tentatives pour la cerner. Elle ne peut faire l'objet d'une appréhension structurée, univoque, établie une fois pour toutes. Elle impose une position d'acteur sans neutralité possible, l'implication dans la contingence, le déplacement, l'imprévisibilité, le récursif, le réversible, la pluralité et la non réduction à des catégories. Cette situation fait appel à des ressources cognitives élargies, à une investigation permanente, thématisée par Dewey dans le rôle qu'il donne à l'enquête, et à de multiples formes d'expérimentation. Elle relativise le regard porté sur la menace au sens où l'action a précisément pour fonction d'en effacer l'emprise.

BIBLIOGRAPHIE

Agence européenne pour l'environnement, 2015, *L'environnement en Europe : états et perspectives 2015. Synthèse*, Copenhague, Agence européenne pour l'environnement, 208 p.

Algan Y., Cahuc P., 2007, *La société de défiance. Comment le modèle social français s'autodétruit*, Paris, Éditions Rue d'Ulm/Presses de l'École normale supérieure, 99 p.

Bechmann G., 2014, « Le risque sous l'angle de la théorie sociale », in L. Charles, H. Lange, B. Kalaora, F. Rudolf (dir.), *Environnement et sciences sociales en France et en Allemagne*, Paris, L'Harmattan, p. 53-71.

Beck U., 2001 (1986), *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Aubier, 521 p.

Bessone M., Biziou M. (dir.), 2009, *Adam Smith philosophe. De la morale à l'économie ou philosophie du libéralisme*, Rennes, PUR, 220 p.

- Biziou M., 2003, *Adam Smith et l'origine du libéralisme*, Paris, PUF, 298 p.
- Blanc G., Demeulenaere É., Feuerhahn W. (dir.), 2017, *Humanités environnementales. Enquêtes et contre-enquêtes*, Paris, Publications de la Sorbonne, 350 p.
- Bourdieu P., 2001, *Science de la science et réflexivité*, Paris, Raisons d'agir, 200 p.
- Buguet-Degletagne B., 2018, *Évaluation du troisième plan national santé environnement et préparation de l'élaboration du plan suivant*, Paris, Inspection générale des affaires sociales (IGAS), 238 p.
- Charles L., 2006, « Perspectives sur l'histoire de la météorologie et de la climatologie », *Écologie et politique*, n° 33, p. 37-52.
- Charles L., Kalaora B., 2001, « La nature administrée. L'Europe, la France et la politique de la nature », *Le Débat*, n° 116, p. 47-63.
- Charles L., Kalaora B., Vlassopoulos C., 2017, « Environnement sans frontières et sociétés : l'incomplétude sociologique », in Blanc G., Demeulenaere É., Feuerhahn W. (dir.), *Humanités environnementales. Enquêtes et contre-enquêtes*, Paris, Publications de la Sorbonne, p. 139-160.
- Chateauraynaud F., Debaz J., 2017, *Au bord de l'irréversible : sociologie pragmatique des transformations*, Paris, Éditions Pétra, 646 p.
- Cometti J.-P., 2016, *La démocratie radicale. Lire John Dewey*, Paris, Gallimard, 338 p.
- Cour des comptes, 2015, *Les politiques publiques de lutte contre la pollution de l'air*, en ligne sur le site de la Cour des comptes.
- Darras [Cercle Noroit d'Arras], 1966, *Le partage des bénéfices. Expansion et inégalités en France*, Paris, Minuit, 485 p.
- Dewey J., 1910, « The influence of Darwinism on Philosophy », in *The Influence of Darwin on Philosophy and Other Essays*, New York, Henry Holt and Company, p. 1-19.
- Dewey J., 1929, *The Quest for Certainty*, New York, Minton, Balch and Co, The Collected Works of John Dewey, The Later Works 1925-1953, vol. 4, Carbondale, Southern Illinois University Press, 307 p.
- European Environment Agency, 2010, *The European Environment. State and Outlook 2010. Biodiversity*, Copenhagen, European Environment Agency, <https://www.eea.europa.eu/soer/europe/biodiversity>.
- Ewald F., 1986, *L'État providence*, Paris, Grasset, 608 p.
- Fabiani J.-L., Theys J. (dir.), 1987, *La société vulnérable*, Paris, Presses de l'ENS, 688 p.
- Foucault M. 2004, *Sécurité, territoire, population. Cours au Collège de France 1977-1978*, Paris, Gallimard/Seuil, 435 p.
- Hacking I., 1975, 2006, *The Emergence of Probability. A Philosophical Study of Early Ideas about Probability, Induction and Statistical Inference*, Cambridge, Cambridge University Press, 209 p.
- Huber J., 2014, « Les innovations technologiques environnementales comme voie vers la soutenabilité », in Charles L., Lange H., Kalaora B., Rudolf F. (dir.), *Environnement et sciences sociales en France et en Allemagne*, Paris, L'Harmattan, p. 147-164.
- IRSN, 2017, *2017 Baromètre IRSN. La perception des risques par les Français*, Fontenay-aux-Roses, IRSN, 156 p.
- Jedy H.-P., 1992, *Le désir de catastrophe*, Paris, Aubier, 162 p.

- Kahneman D., Tversky A. (Eds), 2000, *Choices, Values and Frames*, Cambridge, Cambridge University Press, Russell Sage Foundation, 840 p.
- Kahneman D., 2011, *Thinking Fast and Slow*, London, Allen Lane.
- Kalaora B., Vlassopoulos C., 2013, *Pour une sociologie de l'environnement. Environnement société et politique*, Seyssel, Champ Vallon, 301 p.
- Keller R., 2014, « Risques et corps. La modernisation réflexive et les transformations des sociétés contemporaines », in Charles L., Lange H., Kalaora B., Rudolf F. (dir.), *Environnement et sciences sociales en France et en Allemagne*, Paris, L'Harmattan, p. 223-248.
- Lagadec P., 1981, *La civilisation du risque. Catastrophes technologiques et responsabilités sociales*, Paris, Seuil, 254 p.
- Legendre P. (1983), *L'empire de la vérité. Introduction aux espaces dogmatiques industriels*, Paris, Fayard, 253 p.
- Lepage C., 2011, *La vérité sur le nucléaire. Le choix interdit*, Paris, Albin Michel, 238 p.
- Le Treut H., 2006, « Le diagnostic scientifique : de l'alerte à l'éclairage des choix », *Écologie et politique*, n° 33, p. 21-35.
- Luhmann N., 1993, *Risk. A Sociological Theory*, New York, W. de Gruyter, 236 p.
- McCormick J. 1995, *The Global Environmental Movement*, New York, John Wiley and Sons, 312 p.
- McNeill J. R., 2000, *Something New under the Sun. An Environmental History of the Twentieth-Century World*, New York, W. W. Norton and Co, 421 p.
- Nordhaus T., Shellenberger M., 2007, *Break Through. From the Death of Environmentalism to the Politics of Possibility*, New York, Houghton and Mifflin, 256 p.
- Pipien G., Vindimian É., 2018, *Évaluation du troisième plan national Santé-Environnement*, Paris, Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD), 82 p.
- Roeser S., Hillerbrand R., Sandin P., Peterson M. (Eds), 2012, *Handbook of Risk Theory. Epistemology, Decision Theory, Ethics, and Social Implications of Risk*, Dordrecht/Heidelberg/London/New York, Springer Science + Business Media, 1187 p.
- Romano C., 2010, *L'aventure temporelle. Trois essais pour introduire à l'herméneutique événementielle*, Paris, PUF, 121 p.
- Rosa H., 2010, *Accélération. Une critique sociale du temps*, Paris, La Découverte, 475 p.
- Roussel I., 2015, « Épisodes de pollution et dispositifs d'alerte en France : une vision historique et socio-politique », *Pollution atmosphérique*, numéro spécial, « Les épisodes de forte pollution des années 2013 et 2014 : un retour d'expérience ».
- Shellenberger M., Nordhaus T., 2011, *Love your monsters. Postenvironmentalism and the Anthropocene*, ebook, The Breakthrough Institute.
- Slovic P., 2000, *The Perception of Risk*, London & Washington, Earthscan.
- Szarka J., 2002, *The Shaping of Environmental Policy in France*, New York, Bergham Books, 250 p.
- Topçu S., 2013, *La France nucléaire. L'art de gouverner une technologie contestée*, Paris, Seuil, 350 p.

NOTES

1. La menace relève d'un apprentissage complexe présentant des dimensions inconscientes et des réactivations mémorielles dont le rapport des animaux à l'homme, selon qu'ils ont été ou non en contact avec lui, permet de prendre intuitivement la mesure.
2. On peut évoquer à ce sujet la philosophie d'A. Smith et la façon dont celle-ci articule la notion intersubjective de sympathie à celle de dynamique socio-économique (Biziou, 2003 ; Bessone et Biziou, 2009).
3. Comme l'illustre la théorie de l'évolution et la façon dont celle-ci a introduit les notions de hasard et donc de risque dans la filiation même du vivant sur le très long terme. On peut également rappeler la reprise de ces notions par les pragmatistes américains dans le renouvellement de la vision du social (Dewey, 1910 ; Cometti, 2016).
4. On peut rappeler le sens très large et massivement partagé du terme et de la notion d'environnement, cependant remise en cause au début des années 2000 (Nordhaus et Shellenberger, 2007 ; Shellenberger et Nordhaus, 2011) en ce que le mouvement environnemental porterait avec lui une approche fondamentalement régressive et antitechnicienne limitant de fait les ressources disponibles pour faire face efficacement à la crise environnementale.
5. Dans son caractère global et non différencié, elle relève plutôt du registre de la menace.
6. En France, l'arrivée dans le langage courant du terme et de la notion d'environnement au début des années 1960 marque évidemment une étape nouvelle, même si les enjeux que celui-ci recouvre sont à l'évidence bien antérieurs. Mais ils ne faisaient pas alors l'objet d'une approche systématique et ne bénéficiaient pas des arrière-plans cognitifs, en particulier scientifiques liés aux avancées du XIX^e et surtout du XX^e siècle (physique, chimie, biologie et écologie, santé publique, épidémiologie, toxicologie...) ou des techniques d'investigation que celles-ci ont rendu possible, et se situent dans des cadres épistémiques, sociaux et politiques très différents.
7. En matière de qualité de l'air, on peut rappeler qu'en France, à la fin des années 1990, le chiffre de 32 000 décès annuels était largement contesté, alors qu'aujourd'hui le bilan annuel des décès liés à la qualité de l'air de 48 000 personnes est devenu la référence des autorités publiques, des médias et de l'opinion. De même à l'échelle mondiale, l'OMS n'a cessé de revoir les bilans annuels de la pollution atmosphérique, évaluant aujourd'hui à sept millions le nombre de décès annuels qui lui sont imputables.
8. Dans un entretien sur France Culture (*À voix nue*, mardi 29 nov. 2016), Luc Boltanski déclarait être venu à la sociologie dans le besoin de se rassurer face à l'incohérence du monde avec le sentiment que celui-ci pouvait être ressaisi à travers des régularités, opinion largement partagée par la génération des sociologues des années 1960.
9. Cf. les rapports récents du CGEDD (Pipien et Vindimian, 2018) et de l'IGAS (Buguet-Degletagne, 2018) relatifs au troisième plan national santé environnement.
10. Sur ces différents aspects, cf. les travaux de F. Chateauraynaud, en particulier Chateauraynaud et Debaz, 2017.
11. Dynamique dans laquelle s'inscrit la diffusion, à la suite des campagnes du Brexit, puis de l'élection américaine, de la notion de *post-truth* (post-vérité), traduisant la perte de la notion de vérité comme repère collectif.

RÉSUMÉS

La distinction entre risque et menace permet de repenser les difficultés françaises face aux changements contemporains qu'ils soient environnementaux, économiques ou sociétaux. Confrontée à ce que Ulrich Beck a nommé société du risque, la société française n'a pas su rompre avec son héritage anthropocentrique et adopter une vision dynamique qui fasse écho à la plasticité du vivant et à la complexification née de l'extension des enjeux collectifs et environnementaux. En raison de la prégnance de sa tradition de rationalité discursive et formelle, l'irruption massive du réel née des processus d'accélération, de fluidification et de globalisation est vécue sur le mode de la vulnérabilité. Faute de pragmatisme et d'ouverture à l'imprévisible, elle éprouve l'effraction à sa préemption de certitude et son affirmation de maîtrise comme menace.

L'absence de réflexivité, d'innovation, la tyrannie de l'urgence et de l'émotion se traduisent par l'amplification de ces menaces et des peurs, l'activation de discours sécuritaires dont se nourrissent les médias, qui, au lieu de mobiliser les énergies, les paralysent en amplifiant la sidération. Ce sont ces processus que nous nous proposons d'analyser au prisme de la question environnementale et de leurs implications pour les sciences sociales et leur déploiement.

The distinction between risk and threat offers a good starting point to think over again French difficulties facing contemporary changes, whether environmental, economic or societal. Confronted with what Ulrich Beck has named risk society, France is hardly finding answers to the complexifications born from the extension of environmental stakes, breaking with its anthropocentric heritage, moving to a dynamic and relational vision echoing the plasticity of life.

Owing to the weight of its rationalist discursive tradition and its implications in terms of abstraction and distance from reality, the deep changes born from acceleration, fluidification and globalization processes are lived as vulnerability. Because of the lack of pragmatism and opening to the unpredictability of social action, French society overreacts to threats understood as a breach to its preemption of certainty and its assertion of mastery. The lack of reflexivity, of innovation and explorative capacity, the emergency and emotion tyranny result in the amplification of threats and fears and the activation of security and identity discourses which, instead of mobilizing energies, paralyse them, amplifying the sideration. We offer to analyse these mechanisms and processes in reference to the environment and its implications concerning social sciences and their necessary development.

INDEX

Mots-clés : risque, menace, imprédictibilité, pragmatisme, science sociale, société française, réflexivité

Keywords : risk, threat, unpredictability, pragmatism, social science, French society, reflexivity

AUTEURS

LIONEL CHARLES

Lionel Charles est philosophe, directeur d'études à Fractal. Il a travaillé comme consultant et chercheur en sciences sociales sur de nombreux sujets environnementaux.

lio.charles.fractal@noos.fr

BERNARD KALAORA

Bernard Kalaora est professeur honoraire de sociologie de l'environnement et chercheur associé au laboratoire d'anthropologie des institutions et organisations sociales (EHESS/LAIOS). Il préside l'association LITTOCEAN.

kalaora.bernard@gmail.com